

# GÉOPOLITIQUE : LE NOUVEL ORDRE N'EST PAS ENCORE, L'ANCIEN N'EST DÉJÀ PLUS

**Jean-Michel Gauthier**

**Editions Choiseul | *Géoéconomie***

**2009/4 - n° 51  
pages 21 à 34**

**ISSN 1284-9340**

Article disponible en ligne à l'adresse:

-----  
<http://www.cairn.info/revue-geoéconomie-2009-4-page-21.htm>  
-----

Pour citer cet article :

-----  
Gauthier Jean-Michel, « Géopolitique : le nouvel ordre n'est pas encore, l'ancien n'est déjà plus », *Géoéconomie*, 2009/4 n° 51, p. 21-34. DOI : 10.3917/geoec.051.0021  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Editions Choiseul.

© Editions Choiseul. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# Dossier | L'énergie à tout prix

Coordonné par Antoine Hyafil et  
Jean-Michel Gauthier



# Géopolitique : le nouvel ordre n'est pas encore, l'ancien n'est déjà plus

*Jean-Michel GAUTHIER*

*Associé, responsable mondial « Énergie et Ressources », Deloitte, Financial Advisory Services.  
Professeur affilié, énergie et finance, HEC.*

À quoi ressemblera le monde de demain ? Sommes-nous à l'aube de mutations radicales ou bien ces dernières sont-elles déjà largement engagées ? Les grandes révolutions, il est vrai, accomplissent souvent dans la violence une œuvre de continuité. S'agissant de l'ordre énergétique mondial, on voit des règles nouvelles se superposer progressivement aux anciennes et l'on peut légitimement penser que l'équilibre ancien sera bientôt rompu.

Sans doute avec la myopie dont sont victimes les observateurs des temps présents, on est tenté de dire que 2008 entrera dans l'histoire comme l'année de tous les basculements. Une chose est sûre : la crise financière accélère les mutations longues de l'équilibre énergétique mondial. La baisse des prix du pétrole réconcilie les consommateurs avec les énergies fossiles ; la baisse de la demande conduit au report ou à l'annulation des projets d'infrastructures nécessaires aux besoins de demain. Toutes les conditions se trouvent ainsi progressivement rassemblées pour les grandes confrontations de demain : pays producteurs et pays consommateurs, pays OPEP et non OPEP, Russie et Europe, États-Unis et Chine.

Passons en revue quelques-uns de ces « mouvements qui déplacent les lignes ».

## La crise financière ou la malédiction des prix bas

Survenue brutalement à l'automne 2008, financière d'abord par le tarissement des transactions interbancaires, elle devient rapidement économique, par le resserrement du marché du crédit et l'asphyxie de la consommation des ménages. Comment la crise affecte-t-elle le secteur de l'énergie ?

D'abord, la réduction de la consommation des ménages et du taux d'activité des entreprises entraîne mécaniquement une baisse de la demande énergétique. Celle-ci est tout particulièrement sensible dans l'électricité dont la demande chute pour la première fois au niveau mondial depuis 1945. Elle l'est également dans le gaz où l'affaiblissement de la demande alimente le phénomène de « bulle » dont nous avons parlé plus haut : les compagnies gazières sont « longues » en gaz initialement contracté pour servir en 2008 une demande qui s'est évaporée.

24

Ensuite, face à une demande dont la perspective est molle, les projets d'investissements sont revus à la baisse, décalés, voire annulés. Sur quatorze projets de terminaux de regazéification nouveaux de Gaz Naturel Liquéfié, seuls cinq pour l'heure verront le jour. Le secteur « amont » n'est pas en reste : le développement de six millions b/j de capacités nouvelles de production de pétrole et de gaz est annulé. Ni l'aval : deux millions b/j de nouvelles capacités de raffinage sont ajournés.

Pourtant, la contrainte géologique, quant à elle, n'a pas changé. Les champs en exploitation n'en font pas moins face aux mêmes taux de déclin ; les projections de la demande en 2030 restent les mêmes et l'urgence à trouver chaque année l'équivalent d'une « nouvelle Algérie » afin d'être prêt à répondre au marché mondial à l'horizon 2030 n'a pas disparu. La crise brouille simplement les signes permettant d'investir. Ce faisant, en imposant reports ou annulations de projets d'infrastructures, la crise rassemble insidieusement toutes les conditions d'un nouveau choc pétrolier, aussi dévastateur qu'imprévu, dès que la demande reprendra.

Autre effet de la crise, le pétrole est redevenu bon marché. Mieux, le gaz aujourd'hui (été 2009) ne vaut plus rien (3 dollars/MMbtu aux États-Unis, ce qui signifie 15 dollars/baril équivalent-pétrole). La baisse des prix

du pétrole, passés de 147 dollars/b à moins de 40 dollars/b en quelques semaines en 2008 alors que la demande ne s'est érodée que de quelque 2 millions b/j sur la même période, invite ainsi à bénéficier à court terme des opportunités de marché que peuvent offrir les énergies fossiles. La baisse de leur prix pousse donc les consommateurs à leur donner la préférence et à émettre plus de CO<sub>2</sub>.

Pire, elle détourne à moyen terme les investisseurs du développement vertueux d'énergies renouvelables. Comment, en période de tarissement du crédit et par avis de gros temps sur les marchés, financer des fermes éoliennes dont le point mort est à 70 euros/MWh, ou des panneaux solaires avec un point d'équilibre long terme à 150 euros/MWh, alors que le prix de marché de l'électricité sur Powernext à Paris ou sur la bourse EEX en Allemagne s'établit autour de 40 euros/MWh pour un contrat de base ? Ce sont en effet les projets d'énergies renouvelables (éolien, solaire, géothermie) qui, avec un budget d'investissement global en chute de 40 % à fin 2008, se trouvent frappés de plein fouet.

D'aucuns se réjouiront de la baisse de la consommation énergétique : son corollaire en sera vraisemblablement une chute des émissions de CO<sub>2</sub> dans les pays de forte demande. Indirectement, l'effet long terme pourrait être inverse. Par l'incertitude qu'elle fait peser sur la rentabilité des investissements et le coup d'arrêt qu'elle leur impose, la crise va avoir pour effet de ralentir l'effort de « dé-carbonisation » de l'économie, voire celui de « re-carboniser » la demande.

## La malédiction des prix élevés

Après la malédiction des prix bas, il y a la malédiction des prix élevés. Celle-ci touche tout particulièrement les décisions d'investissement dans de nouvelles capacités de production au Moyen-Orient. Il semble difficile d'imaginer que les pays producteurs puissent s'abstenir de « monétiser les ressources d'hydrocarbures » et renoncer à mettre des quantités plus importantes sur le marché lorsque les prix sont élevés. C'est pourtant ce qui se produit. Lorsqu'à 140 dollars/baril, nous pointons du doigt le sous-investissement des dernières décennies dans l'amont pétrolier, nous oublions la *depletion policy* des monarchies pétrolières qui veut que les ressources minières ne se vident pas au gré de l'appétit des marchés mais soient conservées au contraire comme la ressource longue des générations futures. Lorsque le prix du pétrole est élevé, les pays producteurs parviennent aisément à équilibrer leur budget. Le prix du

baril suffit à lui seul à équilibrer les finances publiques. Nul besoin alors de compenser par un effet « volume », en cherchant à produire plus pour gagner plus. Les pays producteurs prennent alors le parti de laisser les réserves en terre. Les intérêts des États producteurs et ceux des États consommateurs, après des décennies de consensus sur le fond et malgré quelques accidents de parcours, seraient-ils en train de diverger radicalement ?

## Un nouveau partage des pouvoirs entre compagnies pétrolières

Les acteurs de l'industrie pétrolière se divisent en trois grands groupes de sociétés : d'abord les compagnies cotées intégrées (les International Oil Companies ou IOCs comprenant les cinq super-majors, les majors et les indépendants), les compagnies des États producteurs (les National Oil Companies ou NOCs) et les compagnies parapétrolières.

26 Astres détachés ou recomposés de l'ancien empire Rockefeller (ExxonMobil, ChevronTexaco), société minière des colonies néerlandaises unie à une compagnie de négoce de l'Empire britannique (Shell), ou véhicules créés au lendemain de la Première Guerre mondiale par les gouvernements alliés pour recevoir les actifs miniers de l'Empire ottoman (BP, Total), les super-majors s'imposent sur la scène pétrolière par la triple légitimité que leur confèrent la maîtrise des enjeux techniques de l'exploration-production, leur capacité à lever les fonds nécessaires au financement d'une activité à haut risque et leur incomparable savoir-faire en matière de développement de projets longs et capitalistiques.

Nées des nationalisations décidées par les États producteurs à la suite du premier choc pétrolier, les NOCs assument un triple rôle : véhicule de détention des droits miniers de l'État, partenaire des IOCs au sein des Contrats de partage de production (PSCs, PSAs) et pourvoyeur de revenus pour l'État-producteur par la monétisation de la rente minière.

Au cours des dernières années, une nouvelle catégorie d'opérateurs pétroliers s'est hissée au rang de leaders mondiaux dans leur domaine d'expertise technique mais aussi sur les places boursières : les compagnies de services, les parapétroliers (Schlumberger, Technip, Baker Hughes dans la construction, CGG Veritas dans la sismique, Nabors Industries dans le forage...)

Entre IOCs et NOCs, les rapports de force sont assez déséquilibrés. En 2007, les IOCs dans leur ensemble (super-majors et majors) ne détiennent pas plus de 28 % des réserves mondiales de pétrole et de gaz (dont 3 % seulement pour le pétrole) tandis que les NOCs contrôlent les 72 % restant. Les IOCs ont en revanche la responsabilité de 48 % de la production contre 52 % pour les NOCs. Les cinq super-majors énumérées ci-dessus, bien que figurant en tête des capitalisations boursières mondiales, ne sont propriétaires que de 5 % des réserves de pétrole et de gaz et n'opèrent que 15 % de la production mais financent cependant 25 % des infrastructures de l'amont pétrolier et gazier.

Les relations entre les IOCs et les NOCs connaissent des phases diverses auxquelles le prix du brut n'est jamais étranger. Quand les prix du pétrole sont bas, que les revenus de l'État producteur sont déprimés et l'équilibre de son budget menacé, la tentation est grande parmi les NOCs de proposer de nouvelles *ventures* aux IOCs car seules la maîtrise technologique et l'ingénierie financière de ces dernières sont susceptibles d'assurer des niveaux de rentabilité acceptables aux projets dans un contexte de prix d'équilibre fragile. D'autre part, impliquer les IOCs permet de diluer les risques. Quand les prix du pétrole sont en revanche élevés, les revenus des NOCs sont considérables. Elles peuvent s'offrir ainsi toutes les technologies et tous les talents sur le marché en faisant des offres généreuses aux sociétés parapétrolières pour de purs services techniques. Les IOCs apparaissent alors beaucoup moins indispensables. C'est la situation qui a prévalu au cours des dernières années.

## **Splendeur de l'OPEP, du Moyen-Orient et de ses National Oil Companies (NOCs)**

Pour satisfaire la demande pétrolière de demain, il faut tout à la fois compenser la chute de la production actuelle causée par le déclin inexorable des champs et mettre en exploitation de nouveaux gisements. Comme nous le disons plus loin, il faut trouver chaque année l'équivalent d'une « nouvelle Algérie » ou d'un « nouvel Irak » tous les deux ans. Où se situent les nouvelles ressources géologiques de taille suffisante pour résoudre cette double contrainte ? Qui en est le propriétaire ?

Les majors pétrolières ? Ces dernières ont fait mille fois le tour de leur périmètre minier actuel. Le profil de leurs productions décline et exige des investissements élevés. Encore faudrait-il d'ailleurs que les

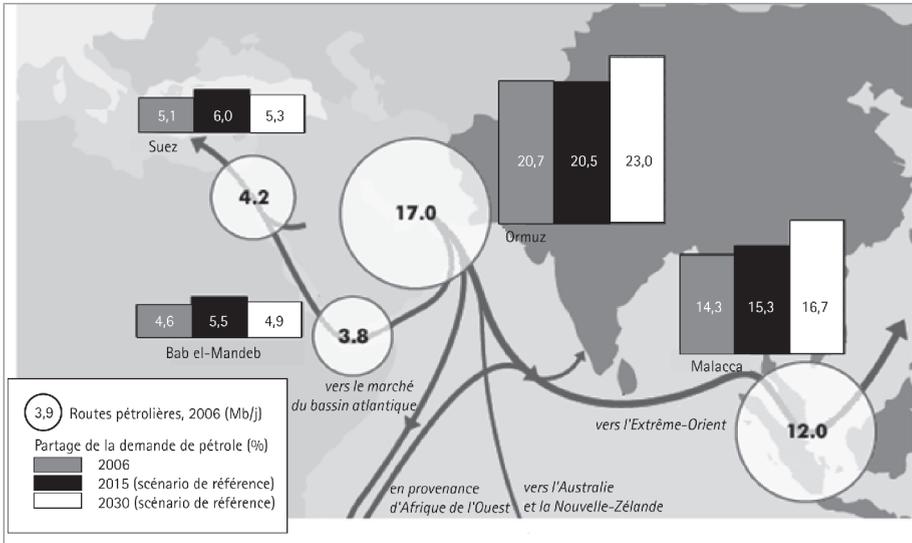
IOCs aient accès aux vastes domaines miniers du Moyen-Orient où le coût d'extraction est faible. Mais cet eldorado leur est interdit depuis les nationalisations imposées par les pays producteurs au lendemain du premier choc pétrolier.

La satisfaction de la demande mondiale future ne peut donc venir que des NOCs, du seul Moyen-Orient, donc de l'OPEP. Après les deux chocs pétroliers de 1973 et 1979, les économies occidentales étaient pourtant parvenues à réduire la part prépondérante du Moyen-Orient dans leur approvisionnement grâce à la découverte heureuse de nouveaux bassins sédimentaires prometteurs, notamment la mer du Nord. Aujourd'hui les grands pays consommateurs auraient bien besoin d'une nouvelle mer du Nord providentielle. Les réserves arctiques ? Certes, celles-ci seraient, selon les hypothèses de tous, les seules ressources restantes comparables au Moyen-Orient. Mais leur exploitation aujourd'hui n'est ni possible au regard du droit international ni souhaitable pour l'environnement. L'*offshore* brésilien ou africain seront-ils ce nouvel eldorado ? Pour l'heure, le Moyen-Orient s'impose comme la ressource principale des scénarii du futur. Pôle de l'offre et pôle grandissant de la demande, les pays de l'OPEP, en particulier du Moyen-Orient, seront aussi des pôles majeurs d'attraction des liquidités et du savoir-faire financiers. Sur les 8 400 milliards de dollars d'investissements nécessaires pour construire les capacités de production de pétrole et de gaz nécessaires à servir la demande en 2030, 80 % iront à des projets OPEP. En 2030, cette zone assurera 37 % de la fourniture mondiale de pétrole (contre 30 % aujourd'hui) et 23 % de la demande de gaz (contre 11 % seulement en 2008). L'économie mondiale dépend donc directement de la sécurité du Golfe.

28

Que dire alors de l'importance stratégique grandissante du Déroit d'Ormuz ? Ces quelque 40 km de mer dont l'essentiel est placé sous contrôle iranien voient passer 20 % de l'approvisionnement mondial de pétrole aujourd'hui, plus encore demain. Les grands blocs économiques que sont les États-Unis et l'Union européenne seront-ils prochainement conduits à sécuriser militairement les routes maritimes de leur approvisionnement pétrolier, comme le fait déjà la Chine du détroit de Malacca, cet autre goulet sensible des routes pétrolières, jusqu'à ses côtes ?

Les détroits dangereux des routes pétrolières aujourd'hui et demain



Source : AIE

La Russie, première destination de son gaz

La Russie entend bien jouer un rôle majeur dans l'offre gazière à l'Europe, en faisant passer ses exportations de 167 milliards de m<sup>3</sup>/an en 2008 à 220 milliards de m<sup>3</sup>/an en 2020. Au-delà de cet horizon, les exportations russes comportent bien des incertitudes. D'une part, on dit en Russie que, de 654 milliards de m<sup>3</sup>/an aujourd'hui, la production de gaz devrait passer en 2030 à 980 milliards de m<sup>3</sup>/an, mais on ne sait guère qui en sera le producteur : Gazprom ? les compagnies indépendantes ? et pour quels volumes respectifs ? On entend aussi que les volumes produits pourraient ne pas excéder 870 milliards de m<sup>3</sup>/an à cette date. D'autre part, le niveau des exportations futures de gaz russe vers l'Asie n'est pas déterminé. Il pourrait ne pas être supérieur à 50 milliards de m<sup>3</sup>/an. Enfin et surtout, le véritable chiffre de la demande intérieure russe constitue la plus grande incertitude. Celle-ci devrait atteindre 613 milliards de m<sup>3</sup>/an en 2030 (en gros près de 90 % de la demande gazière des 500 millions de citoyens de l'EU), essentiellement du fait de la subvention des prix intérieurs. À des prix artificiellement et déraisonnablement bas correspond en toute logique une demande artificiellement et déraisonnablement élevée. Les relations entre la Russie et l'Europe, son principal acheteur de gaz en devise internationale, pourraient rapidement se tendre. Car la Russie aura tout simplement besoin de son gaz.

## Un nouveau partage des eaux

Le monde bascule. On évoque bien souvent le déclin des économies matures (OCDE). C'est oublier toutefois que celles-ci contribuent aujourd'hui pour 75 % au PNB mondial (contre 25 % pour les économies émergentes et le reste du monde) et qu'elles demeureront dominantes pour de nombreuses années encore. Toutefois, si l'on observe la part des économies émergentes dans la demande mondiale d'énergie, on constate que celle-ci est aujourd'hui égale à celle de l'OCDE (6 milliards de tonnes équivalent pétrole par an environ). Si l'on regarde enfin la contribution des seules économies émergentes à la croissance de la demande mondiale d'énergie, on voit que celle-ci est proche de 90 %. Plus simplement, c'est l'Asie et le Moyen-Orient qui attirent à eux pour ainsi dire tout baril ou mètre cube ou mégawatt heure supplémentaire. Ce basculement de la demande mondiale vers de nouveaux pôles fait surgir des besoins de financement d'infrastructures, réoriente les circuits de la finance mondiale et entraîne l'apparition de nouveaux centres de production ou de transformation. La demande d'électricité dans les pays non-OCDE est multipliée par près de 2,5 sur les vingt années à venir. Plus de trois centrales électriques nouvelles sur quatre seront financées et construites dans la zone non-OCDE, principalement asiatique, entre aujourd'hui et 2030. Faut-il rappeler enfin le poids aujourd'hui de la Chine, dont la richesse nationale augmente de 10 % par an sur le long terme (2010-2030) et contribue à elle seule pour un tiers de la croissance du PIB mondial sur cette période? Sur le moyen terme, c'est l'exercice traditionnel de la puissance, monétaire, commerciale et militaire, dont le partage entre les États-Unis et l'Europe se trouve entièrement remis en cause.

30

## De l'Atlantique au Pacifique

Les dernières années ont vu s'affirmer la tendance. Le commerce dans la zone Pacifique prend le pas sur la zone Atlantique. Les opportunités de marché basculent d'un océan vers l'autre. Tirées par la demande chinoise, on voit les cargaisons spot de Gaz Naturel Liquéfié et celles de charbon désertir le marché atlantique au profit du marché pacifique au point de créer un déséquilibre flagrant sur le premier dans le cas du charbon.

Un expert américain <sup>1</sup> disait récemment que le centre de gravité du monde entier allait passer d'un océan à l'autre et qu'un arc de la ressource énergétique allait se créer (le Saudi-Caspian-Siberian-Canadian Axis, le

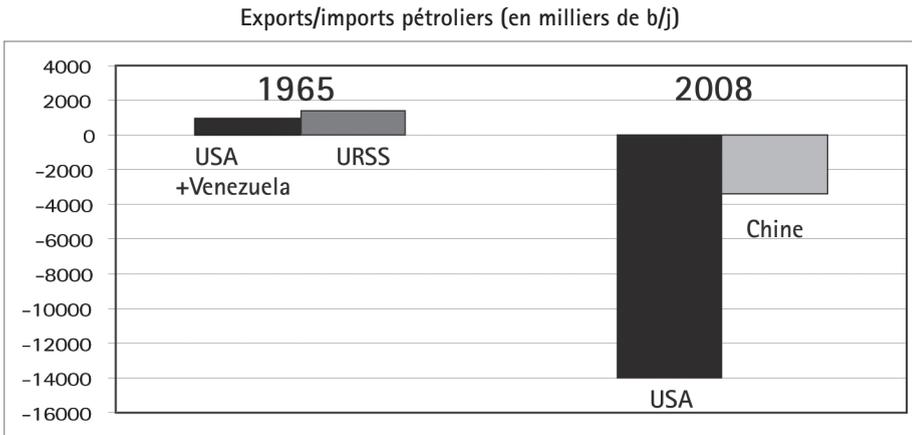
---

1. Joseph A. Stanislaw, "Power Play, Resource Nationalism, the Global Scramble for Energy and the Need for Mutual Interdependence", 2008.

« SCSC »), à vrai dire un arc d'énergies fossiles, partant de l'Arabie Saoudite pour la Caspienne, puis la Sibérie pour redescendre ensuite sur les ressources d'huiles lourdes de l'Alberta. Un tel arc peut sembler une chimère aux yeux incrédules de l'Européen. Il n'en ceinture pas moins les deux pôles principaux de la demande énergétique mondiale (les États-Unis et la Chine). Il enserré également les deux pôles du carbone mondial et les plus lourds passifs environnementaux de demain : les États-Unis et la Chine.

## D'une Guerre froide à l'autre ?

Nous avons connu une première Guerre froide, entre deux empires, tous deux à l'équilibre pétrolier, ou légèrement exportateurs. Ces dernières années ont fait apparaître les signes d'une seconde Guerre froide, entre deux importateurs pétroliers dans des proportions considérables : les États-Unis et la Chine. Par delà la rivalité des deux empires en quête d'hégémonie sur le Moyen-Orient, ce sont deux diplomaties pétrolières et plus généralement deux conceptions de la sécurité des approvisionnements qui s'affrontent.



Source : Deloitte

Longtemps les pays asiatiques ont connu l'indépendance énergétique. Deux décennies de forte croissance industrielle et démographique les placent aujourd'hui dans la situation que les économies occidentales ont vécu, ou auraient pu vivre, il y a trente ans : dépendance à l'égard des importations pétrolières, risque de fluctuation des prix du marché mondial (surtout lorsque les prix à la pompe sont administrés et ne reflètent pas le prix international), voire rupture d'approvisionnements.

Dès le premier choc pétrolier, en 1974, les pays occidentaux mettent au point un mécanisme de riposte internationale concertée à tout risque de prix ou de pénurie susceptible d'affecter leurs économies : c'est la création de l'Agence internationale de l'énergie, composée aujourd'hui de 28 pays pour l'essentiel développés. Le rôle premier de l'AIE vise la sécurité des approvisionnements énergétiques de ses membres en leur faisant obligation de constituer et maintenir des stocks stratégiques de pétrole (ou produits pétroliers selon les législations) nécessaires à supporter une interruption de fourniture de l'ordre de trois mois. Le principe du stockage stratégique mis en place par l'AIE s'adosse à la conviction philosophique que l'action coordonnée des plus grands États consommateurs, appuyée sur un système mondial de consultation et de prise de décisions conjointes, constitue la seule arme efficace face aux pays producteurs et face aux mouvements erratiques de panique acheteuse ou vendeuse sur un marché aussi libéralisé et mondial que celui du pétrole. À bien des reprises au cours du passé, notamment en 1991 lors des premiers jours de l'intervention militaire en Irak ou plus récemment à la suite d'événements naturels comme le passage de l'ouragan Katrina, les mécanismes de l'AIE ont fait la démonstration de leur efficacité.

32

La Chine, en revanche, a toujours fait un choix stratégique très éloigné de la concertation internationale (ou du Club de l'AIE). Celui-ci privilégie au contraire les relations énergétiques bilatérales avec certains pays producteurs, le Nigeria, l'Iran, l'Arabie Saoudite, et ressuscite le système ancien des contrats long terme de brut. Ainsi en va-t-il du projet chinois de construction d'une raffinerie à Fujian adossé à un engagement long terme des Saoudiens à fournir la matière première. Ou encore de la constitution en Chine d'un vaste dépôt stratégique de pétrole saoudien.

L'enjeu stratégique pour la Chine consiste à se ménager un accès direct au Moyen-Orient. Or, la voie la plus courte, c'est le Pakistan, maillon faible par excellence. La consolidation de la route d'Islamabad fait l'objet de tous les efforts de la diplomatie énergétique chinoise. C'est d'abord le projet chinois d'oléoduc trans-himalayen qui, au sacrifice de tous les critères d'investissement, relierait le port pakistanais de Gwadar à la partie occidentale de la Chine et qui permettra, s'il voit le jour, d'expédier directement le pétrole arabe vers l'empire du Milieu sans passer par la voie étroite et dangereuse du détroit de Malacca où transitent déjà 80 % de ses importations pétrolières. C'est enfin et surtout l'intention de Pékin de se substituer à New Delhi au sein du consortium IPI (« Iran Pakistan India Gas Pipeline »), auquel la Chine promet l'achat de 10 milliards de m<sup>3</sup> de gaz iranien par an sur 25 ans, avec 200 à 500 millions de dollars par an pour le Pakistan en revenus de transit.

Parce qu'il s'agit de l'Iran en amont, parce qu'il s'agit de la Chine en aval, ce projet concentre sur lui l'hostilité de l'Administration américaine et du Congrès tout entier.

Plus généralement, la quête chinoise d'une implantation durable dans le golfe Persique se heurte à la volonté historique de Washington de demeurer la puissance économique et militaire dominante dans la zone. Abondamment commentés par les think tanks proches du Pentagone, les projets chinois d'accès au gaz iranien et au pétrole saoudien via une logistique pakistanaise rendent peu probable, à court ou à moyen terme, une décision américaine de retrait militaire d'Irak ou d'Afghanistan.

## Un modèle européen ?

Et l'Europe ? À défaut d'une politique énergétique unique ni même coordonnée, cette dernière se signale, non sans panache ni grandeur, par son engagement aujourd'hui unique au monde, à réduire de 20 % ses émissions de gaz à effet de serre à horizon 2020 (par rapport au niveau de 1990), à s'imposer un objectif de 20 % d'énergies renouvelables et à diminuer de 20 % sa consommation d'énergies grâce à une augmentation de son efficacité énergétique. Contre les détracteurs de sa politique qui prédisent le sacrifice unilatéral et inutile de l'économie européenne et de ses parts de marché dans le monde, l'Europe affiche sa foi dans la compétitivité vertueuse sur le long terme d'une économie sans carbone, affranchie d'une dépendance excessive aux énergies fossiles importées, déliée du risque de prix qu'elles confèrent, et incidemment bénéficiaire de la « rente » carbone.

Le sommet qui va se tenir à Copenhague à la fin de l'année 2009, faisant suite à celui de Kyoto en 1997, tentera de jeter les bases d'une nouvelle gouvernance mondiale de l'énergie, de l'environnement et de la maîtrise de la contrainte carbone. Un nouveau modèle énergétique mondial en ressortira-t-il ? La quête d'une économie sans carbone sera-t-elle la voie par laquelle les anciennes économies réussiront à conserver leur avantage technologique et leur puissance ?

## Résumé

*Le monde bascule : accélérées par la crise financière, les mutations longues de l'équilibre énergétique déplacent le centre de gravité du monde de la zone OCDE vers la zone hors OCDE. Les majors pétrolières, qui ont bâti le capitalisme mondial au cours des cent dernières années, aujourd'hui tenues à l'écart des grands périmètres miniers, ne détiennent plus les clés des ressources nécessaires à l'approvisionnement des marchés de demain. Au terme de décennies de sous-investissement, les compagnies nationales des pays producteurs, notamment du Moyen-Orient, ont à présent, dès lors, les réserves, les infrastructures et les projets en main. C'est aussi vers elles que seront canalisés les financements des grandes infrastructures nouvelles. Plus que jamais, la stabilité du Moyen-Orient, mais aussi celle de la Russie, est la condition de l'équilibre mondial. Dans le même temps, l'Asie et le Moyen-Orient s'imposent comme les nouveaux pôles de la croissance économique et de la demande énergétique mondiales. Le commerce de l'Ancien Monde, centré sur le bassin atlantique, cède la place à une nouvelle zone d'échanges : le Pacifique. Dans ces mutations, les deux premières puissances mondiales, toutes deux fortement dépendantes de leurs importations pétrolières, les États-Unis et la Chine, se retrouvent face à face dans leur quête de ressources minières abondantes, économiques et sûres. Par-delà la rivalité entre elles pour la gouvernance du Moyen-Orient, ce sont deux politiques énergétiques et deux conceptions de la sécurité des approvisionnements qui s'affrontent. Dans le même temps, l'Europe, menacée de déclassement mondial, fait de la lutte contre la contrainte carbone sa stratégie pour l'avenir, marquant en cela sa confiance dans les gisements de valeur que représentent les technologies de l'énergie propre pour combattre le changement climatique, réduire sa dépendance à l'égard des énergies fossiles et incidemment maintenir son rang dans le monde.*

34

## Abstract

*The global balance of power is changing as the centre of gravity of the world's economy is moving from the OECD to the non-OECD area. The oil majors have built and dominated the world of capitalism for the past 100 years. Today, they are denied access to the vast mining perimeters in the resource-rich countries, in the Middle East in particular. On the contrary, national companies, after decades of underinvestment, are taking on the task of developing fields and infrastructures themselves, thereby increasingly dominating the oil and gas supply in the world. The Middle East will further absorb large resources from the global capital markets as most of the large infrastructures that are essential to the energy supply to the world will be developed in this region. In the years to come, both Asia and the Middle East will be the two regions where economic and energy demand growth will be the strongest. The Pacific rim will take over the old Atlantic basin as the heart of inter-regional energy trade. In this context, the top two largest economies in the world, at the same time the top two largest oil importers – the US and China – already find themselves in a competition towards securing access to and control over the cheapest and most abundant hydrocarbon reserves in the Middle East. The growing confrontation between the two empires is also reflective of two radically different concepts of energy security and oil diplomacy. As far as Europe is concerned, the strategy decision has been made by EU decision makers to focus on reducing the carbon footprint of the EU with a view to reducing the member states' dependence on imported fossil energy and reaping the future benefits of a carbon-free economy.*